

Burundi : Washington condamne la détention de Pierre Claver Mbonimpa

@rib News, 22/05/2014 - Source AFP La diplomatie américaine a condamné mercredi la détention depuis quelques jours du président de la principale organisation de défense des droits de l'Homme du Burundi, pour "atteinte à la sûreté de l'Etat". "Nous sommes évidemment préoccupés par l'arrestation le 15 mai de Pierre Mbonimpa", président de l'Association pour la protection des personnes détenues et des droits humains (Aprodeh) au Burundi, a dit la porte-parole du département d'Etat, Jennifer Psaki (photo).

M. Mbonimpa a été inculpé pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat et à la sécurité à Bujumbura, a annoncé vendredi le procureur de la capitale burundaise, Arcade Nimubona. "Nous exhortons le gouvernement du Burundi à respecter tous les droits de M. Mbonimpa conformément à la loi burundaise et aux droits humains internationaux", a mis en garde Mme Psaki. Elle a précisé que l'ambassade américaine sur place tentait de s'entretenir avec le ministre burundais de la Justice. M. Mbonimpa, prix Henri Dunant en 2011 pour son engagement en faveur des droits de l'homme, dénonce depuis années des assassinats et massacres d'opposants burundais, comme l'exécution d'une trentaine de militants de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL) en 2007. L'activiste avait récemment affirmé sur la radio privée RPA que des jeunes Burundais recevaient une formation militaire dans la région d'Uvira, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), assurée par un officier des services secrets burundais. Cette radio, réputée proche de l'opposition, avait diffusé des reportages sur des entraînements militaires qui seraient dispensés aux "Imbonerakure", les membres de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir au Burundi. En privé, des diplomates américains s'inquiètent depuis plusieurs semaines d'une poussée de tensions ethniques dans ce pays de l'Afrique des Grands lacs et d'un risque de violences.